



ISNA/APF/GETTY IMAGES

L'Amérique et l'Iran vont-ils entrer en guerre?

La stratégie de haute pression de Trump pourrait punir l'Iran—ou le provoquer.

BRENT
NAGTEGAAL

05/08/2019

Le changement est brutal. Barack Obama voulait que l'Iran soit un ami de l'Amérique. Donald Trump reconnaît l'Iran—gouverné par des mollahs radicaux—comme un ennemi.

Les efforts de l'ancien président ont permis à l'Iran d'atteindre de nouveaux sommets au pouvoir, de soutenir une intensification de l'activité terroriste dans toute la région, et d'accélérer sa quête pour les armes nucléaires. Le président actuel a cherché à inverser ces gains iraniens par une pression économique renouvelée, des menaces de force et une présence militaire américaine plus forte dans la région.

Ces tactiques fonctionneront-elles ? Les preuves sont négligeables que l'Iran reculera facilement. Une série d'attaques et d'actes belliqueux montrent que l'Iran ne partira pas tranquillement, ou sans se battre. Les tensions au Moyen-Orient s'intensifient. Les États-Unis et l'Iran iront-ils en guerre ?

L'effet de levier de l'Iran

Le 31 mai, l'Institut Hudson à Washington, D.C., organisa un forum réunissant quatre éminents spécialistes iraniens de différents groupes de réflexion américains. Le forum a été conçu pour aborder le changement radical de la politique américaine envers l'Iran, celle de l'administration Obama à celle de l'administration Trump. Le désir d'association du premier avec l'Iran a abouti à l'accord sur le nucléaire iranien, mis en œuvre le 16 janvier, 2016. Le groupe d'experts a expliqué en quoi le dévouement du président Obama pour cet accord l'a lié

aux négociations alors même que les termes devenaient bien meilleurs pour l'Iran, et empiraient pour les États-Unis et le monde. Cela l'a également contraint à tolérer l'intolérable.

Le président Obama avait averti que si Bachar el-Assad, le dictateur de la Syrie, utilisait des armes chimiques sur son propre peuple, l'Amérique punirait son régime par la force. Pourtant, en 2013, alors que Assad faisait exactement cela, Obama et son secrétaire d'État, John Kerry, ont publiquement reculé devant cette ligne rouge. Pourquoi ? Parce qu'Assad était l'allié de l'Iran, et ils ne voulaient pas mettre en péril l'accord potentiel avec l'Iran. Lorsque l'Agence pour le contrôle des drogues des États-Unis présenta au département de la Justice d'Obama la preuve de l'important blanchiment d'argent illégal et du trafic de drogue du Hezbollah (jusqu'à un milliard de dollars par année), elle n'a trouvé personne pour poursuivre l'affaire—parce que l'Amérique était toujours en négociations avec le patron du Hezbollah, l'Iran. Et le lendemain de la mise en œuvre de l'accord nucléaire, l'Iran libéra quatre Américains innocents qu'il retenait en otage. Par coïncidence, 400 millions de dollars en espèces sont apparus en Iran. Pourtant, la Maison Blanche a insisté pour dire qu'il ne s'agissait pas d'une rançon.

Le régime iranien a utilisé à plusieurs reprises la menace d'abandonner les négociations comme moyen de pression pour agir en toute impunité à travers le Moyen-Orient.

Mais le 20 janvier 2017, tout a changé.

L'investiture du président Donald Trump entraîna l'un des changements les plus rapides de la politique étrangère américaine.

Un nouveau shérif

À peine deux semaines après l'investiture, l'Iran procéda à un essai de missiles balistiques. Le nouveau président ne s'est pas retenu. Il a écrit : « L'Iran a été officiellement PRÉVENU pour avoir tiré un missile balistique. » Un jour plus tard, il a écrit : « L'Iran joue avec le feu—ils n'apprécient pas à quel point le président Obama était 'gentil' avec eux. Pas moi ! »

La politique anti-Iran du président Trump était claire dès le début.

Sa première visite en tant que président dans un pays étranger fut en Arabie saoudite, l'adversaire de longue date de l'Iran dans la région. Là-bas, il a dénoncé l'Iran pour avoir alimenté « les feux du conflit sectaire et de la terreur », puis a bouclé la tournée en signant un accord d'armement de 110 milliards de dollars avec les Saoudiens.

Lors de son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 19 septembre 2017, il appela le monde à se joindre aux États-Unis « pour exiger que le gouvernement iranien mette fin à ses poursuites de mort et de destruction ».

Le 18 décembre de la même année, l'administration Trump publia sa première stratégie de sécurité nationale, qui disait : « L'Iran, le principal État qui parraine le terrorisme dans le monde, a profité de l'instabilité pour accroître son influence par le biais de partenaires et de mandataires de la prolifération et du financement des armes. »

Mais plus que des mots, Trump décida d'agir contre les intérêts iraniens. Quand Assad a utilisé des armes chimiques sur son peuple, le président tira 59 missiles de croisière Tomahawk sur son régime. Lorsque le Hezbollah et d'autres forces iraniennes utilisèrent leurs bases en Syrie pour attaquer Israël, Trump donna le feu vert à l'armée de l'air israélienne qui rasa ces installations lors de son plus important assaut aérien depuis la guerre du Yom Kippour. Et lorsque l'Iran a utilisé la générosité de l'argent provenant de l'accord nucléaire pour financer des activités terroristes, le 8 mai 2018, le président se retira de l'accord nucléaire d'Obama. Cela a réimposé les sanctions financières en place avant l'accord—et même plus.

L'attaque contre l'économie iranienne a été rapide et brutale. Le 5 novembre 2018, le Trésor américain sanctionna plus de 700 personnes, entités, avions et navires dans le cadre de sa plus importante action d'un jour ciblant l'Iran. Les États-Unis déclarèrent que toute nation ou entité commerciale qui achèterait de l'Iran subirait également des sanctions. Cela a particulièrement nui à l'industrie pétrolière iranienne, qui fournissait environ 70% des recettes d'exportation du pays.

Alors que la plupart des pays ont donné des coups de pied et hurlé contre les sanctions, en quelques mois, même les adversaires américains comme la Chine et la Turquie n'eurent pas eu l'audace de les défier.

En avril 2018, un mois avant que le président Trump s'est retiré de l'accord nucléaire, l'Iran exportait 2,8 millions de barils de pétrole par jour.

En mai, Bloomberg estime que l'Iran exportait 226,000 barils par jour, soit moins de 10%. Même l'économiste le plus agressif n'a pas prédit que les sanctions seraient si efficaces, si rapidement.

Le résultat a été catastrophique pour l'économie iranienne. Alors que l'Iran peut être en mesure de tenir pendant un certain temps sur ce qu'il appelle son « économie de résistance », le temps presse sur le régime iranien.

Comme la plupart le voient, l'Iran a trois options.

Plan A : L'Iran pourrait s'approcher de l'Amérique et renégocier un nouvel accord nucléaire, qui serait beaucoup plus englobant que l'ancien accord et aborderait le programme de missiles balistiques de l'Iran et le parrainage du terrorisme.

Plan B : L'Iran pourrait garder la tête basse pour les 18 prochains mois et miser sur la perte de Trump aux élections de 2020. John Kerry a encouragé l'Iran à faire exactement cela. La plupart des candidats démocrates ont dit qu'ils rétabliraient l'accord nucléaire d'Obama.

Plan C : L'Iran pourrait riposter.

Des événements récents indiquent que l'Iran a peut-être choisi le plan C.

Si nous ne pouvons pas vendre du pétrole, personne ne le peut

« Nous continuerons à trouver des acheteurs pour notre pétrole, et nous continuerons à utiliser le détroit d'Ormuz comme un passage de transit sûr pour la vente de notre pétrole », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif lors d'une conférence tenue à New York le 24 avril. Puis il a dit ceci : « Si les États-Unis prennent la mesure insensée d'essayer de nous empêcher d'exporter du pétrole, alors ils devraient être prêts à en subir les conséquences. »

Juste après le lever du soleil, le 13 juin, deux énormes pétroliers remplis de produits pétrochimiques ont été attaqués dans le golfe d'Oman après avoir traversé le détroit d'Ormuz. Le *Kokuka Courageous*, un navire battant pavillon japonais en route de l'Arabie saoudite pour Singapour, a été heurté par un engin explosif, probablement une mine magnétique fixée sur le flanc du navire. L'incendie qui s'ensuivit dans la salle des machines obligea l'équipage à quitter le navire. Peu de temps après, le pétrolier norvégien *Front Altair*, qui voyageait des Émirats arabes unis vers Taïwan, a également été agressé de la même manière.

Ces attaques effrontées ont fait suite à un barrage similaire le 14 mai, lorsque quatre pétroliers de Norvège, d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis ont été frappés par des mines ventouses alors qu'ils étaient à l'ancre à l'extérieur du Port Fujairah. Ce port charge le pétrole extrait des oléoducs depuis l'intérieur du golfe Persique, ce qui permet aux pétroliers d'éviter le transit par le détroit d'Ormuz.

Une enquête de l'ONU sur l'incident du 14 mai fit remarquer sa sophistication, à l'aide de bateaux rapides, des mines à ventouses et de plongeurs navals, doués d'un « haut degré de précision » dans le placement des explosifs qui nécessitent une « connaissance minutieuse » des navires et d'une intention apparente de les neutraliser sans les faire couler.

Toutes les preuves portent à croire que l'Iran est l'auteur des frappes du 14 mai et du 13 juin. Leur style correspond à celui de l'Iran. Incapable de gagner une guerre à grande échelle, l'Iran utilise librement la guerre hybride, attaquant par procuration ou avec un démenti plausible.

Et l'Iran a la motivation de perturber le transport du pétrole. Environ 30% des cargaisons de pétrole maritime quittent le golfe Persique, directement au large des côtes iraniennes. Les menaces à la sécurité des transports font grimper les prix du pétrole dans le monde entier. Dans les heures qui suivirent l'attaque du 13 juin, le prix du pétrole a bondi de 4%.

Anthony H. Cordesman, un analyste au *Center for Strategic and International Studies* [Centre d'études stratégiques et internationales], a résumé les capacités de l'Iran : « L'Iran n'a pas non plus à déclencher une guerre majeure. Il peut mener des attaques sporadiques de bas niveau qui ne provoquent pas nécessairement une réaction majeure des États-Unis ou des pays arabes, mais créent des primes de risque soudain sur les prix du pétrole et l'équivalent à une guerre d'usure. Les navires citernes sont intrinsèquement vulnérables aux missiles antinavires relativement petits et aux UVACS [véhicules aériens de combat sans pilote], et aux attaques de sous-marins et de petites embarcations radiocommandées remplies d'explosifs. L'Iran peut planter des mines 'intelligentes' au fond des routes des pétroliers qui peuvent détecter de gros pétroliers et s'y fixer, et être mises à feu à des intervalles très espacés. »

Étudiez une carte des actifs de l'Iran. L'Iran est particulièrement bien placé pour attaquer et perturber le commerce mondial du pétrole—non seulement dans le golfe d'Oman, mais aussi dans le golfe Persique, le détroit d'Ormuz, le golfe d'Aden et le Bab el-Mandeb, deux des trois côtés de la péninsule arabique.

En outre, les Houthis soutenus par l'Iran sont habiles à poser des mines navales et à utiliser des bateaux explosifs pour perturber le transport maritime le long du troisième côté : la mer Rouge.

Si le prix mondial du pétrole est affecté par l'attaque de seulement deux pétroliers dans le golfe d'Oman, que se passerait-il si l'Iran mobilisait ses forces pour des attaques plus importantes et simultanées dans toutes ces zones géographiques ? Si l'Iran interrompait le trafic maritime pendant des semaines, voire des jours, les retards et la flambée des prix du pétrole nuiraient gravement à l'économie mondiale.

L'Iran a la capacité de mener de telles attaques. Mais le fera-t-il ?

La prophétie biblique répond

Au sein du groupe d'experts de l'Institut Hudson, il y a eu une quasi-unanimité pour dire que l'Iran devra éventuellement revenir à la table des négociations, même s'il mène quelques autres attaques comme celles du golfe d'Oman. Peut-être que l'Iran essaie d'accroître son pouvoir de négociation en montrant aux États-Unis ce qu'ils peuvent faire.

Peut-être que oui.

Ou peut-être, l'Iran reconnaît la probabilité que M. Trump va gagner un second mandat en 2020, et que son « économie de résistance » ne peut pas durer six ans de plus.

La prophétie biblique révèle que l'Iran, en fin de compte, poursuivra une politique pour contrôler les passages critiques du pétrole hors du Moyen-Orient.

Nombreux sont ceux qui disent que l'Iran a déjà négocié et qu'il le fera de nouveau s'il souffre suffisamment. Cependant, il est clair que les Iraniens ont parlé avec l'administration Obama seulement parce qu'ils savaient qu'ils pouvaient gagner. Ils n'auraient pas une telle confiance cette fois-ci, surtout si l'objectif de Trump est de changer la nature fondamentale du régime islamique.

Peu importe si l'Iran négocie à court terme, la prophétie biblique révèle que l'Iran, en fin de compte, va poursuivre une politique visant à contrôler les passages de pétrole critiques en dehors du Moyen-Orient.

Daniel 11 : 40-45 déclare qu'un « roi du midi [du Sud] » à la fin des temps prendra le contrôle de l'Égypte, de la Libye et de l'Éthiopie. Depuis plus de trois décennies, la *Trompette* identifie ce roi du Sud comme un bloc islamique radical, dirigé par l'Iran.

L'islam radical donnera à l'Iran une emprise sur bon nombre des principaux points d'étranglement pétrolier dans le monde. Le contrôle de l'Égypte signifierait le contrôle du canal de Suez et de grandes étendues de la mer Rouge. Le contrôle de l'Éthiopie comprendrait probablement la maîtrise de la Corne de l'Afrique et du Bab el-Mandeb, un autre point d'étranglement pétrolier critique que l'Iran peut contrôler par l'intermédiaire des Houthis, son mandataire au Yémen. La Libye est un pays producteur de pétrole et ajouterait une base stratégique sur la Méditerranée. Ajoutez à cela le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman—et au-delà, une volonté forte et les bonnes conditions—et l'Iran pourrait, au moins temporairement, bloquer tout le pétrole qui sort du Moyen-Orient. Cela forcerait d'autres pays à agir.

Dès décembre 1994, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a émis l'hypothèse qu'une attaque de l'Iran contre l'approvisionnement mondial en pétrole aurait des ramifications colossales. « Cela pourrait contribuer à provoquer un effondrement des monnaies faibles du monde occidental », a-t-il écrit. « À son tour, l'Europe pourrait rapidement s'unir pour former le bloc économique le plus puissant au monde. Cet événement même est annoncé dans votre Bible ! »

En mai 2015, M. Flurry a écrit ceci : « Il n'est pas farfelu d'imaginer l'Iran utiliser son pouvoir pour contrôler l'acheminement du pétrole du Moyen-Orient. Le chef suprême de l'Iran, l'ayatollah Khamenei, a menacé autant. » Il a cité un article de l'agence de presse iranienne Tasnim, parrainée par l'État iranien, qui disait : « Aujourd'hui, toutes les artères du transport du pétrole—du détroit de Bab el-Mandeb au canal de Suez et au détroit d'Ormuz—sont sous le contrôle iranien, par l'intermédiaire de la Syrie, du Yémen et de Bahreïn, et à portée de missiles iraniens. »

Les prophéties de la Bible apportent de la force à ces projections. Elles répondent également largement à la question de savoir jusqu'où l'Amérique et l'Iran iront vers la guerre.

Daniel 11 : 40 dit : « Au temps de la fin, *le roi du midi* [du Sud] se heurtera contre lui. Et le *roi du septentrion* [du Nord] fondra sur lui comme une tempête, avec des chars et des cavaliers, et avec de nombreux navires ; il s'avancera dans les terres, se répandra comme un torrent et débordera. » C'est une prophétie de la fin des temps. Elle concerne notre époque d'aujourd'hui, et elle décrit directement ces nations du Moyen-Orient.

Le « roi du Nord » dans ce verset est une puissance européenne dirigée par l'Allemagne. Cette prophétie révèle que le pouvoir iranien *poussera* l'Europe.

Utilisera-t-il son contrôle du pétrole du Moyen-Orient pour exercer cette pression ?

Éventuellement, l'Europe finira par comprendre que cette stratégie et la stratégie globale d'agressivité et de terreur de l'Iran constitue une véritable *poussée* décisive. Déjà, de nombreux pays ont des bases navales dans la Corne de l'Afrique, se positionnant probablement pour contrer cette menace.

La Bible révèle que ce sera l'Europe qui repoussera et viendra « contre lui comme un tourbillon ». Cette coalition dirigée par l'Iran, « le roi du Sud », *sera anéantie*.

Mais ce ne sera pas par la main d'une Amérique dirigée par Trump. Ce sera par un empire européen irrité et renforcé !

Cette contre-attaque européenne contre la poussée iranienne déclenchera une guerre beaucoup plus vaste. Comme le révèlent les versets qui suivent dans Daniel 11, cette dernière grande guerre engloutira rapidement le reste du monde. Elle apportera une période de souffrance sans précédent pour l'humanité—« une époque de détresse, telle qu'il n'y en a point eu de semblable depuis que les nations existent jusqu'à cette époque » (Daniel 12 : 1).

D'autres versets bibliques révèlent que cette guerre mondiale sera sauvage et meurtrière, mais brève—et culminera avec la venue du Messie, un événement qui enfin mettra fin à la souffrance de l'humanité.

Si vous comprenez et croyez ces prophéties, Dieu vous offre aussi un moyen d'échapper à une telle calamité. Daniel 12 : 1 déclare également : « En ce temps-là, *ceux de ton peuple* qui seront trouvés inscrits dans le livre *seront sauvés*. » Dieu offre une protection à un groupe spécial de personnes qui se tiendront debout et délivreront ce message d'avertissement au monde. Si vous voulez savoir ce qu'il faut pour faire partie de ce groupe, et pour mieux comprendre comment la politique actuelle de l'Iran au Moyen-Orient poussera le monde à cette dernière guerre, demandez une copie gratuite de la brochure de notre rédacteur en chef : [Le roi du Sud](#). ■



**Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de**

Le roi du sud

maintenant en cliquant ici.